

# Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

---

## ***A propos des élections :***

***Quelle place ont-elles dans la configuration  
étatique présente ?***

***Quelle importance leur accorder ?***

***Comment penser la situation  
en dehors d'elles ?***

***Quels possibles du côté des gens ?***

---

### ***1) Y a-t-il un "sarkozysme" ?***

Ce qu'on peut être tenté d'appeler "sarkozysme" est en fait la réalisation de ce qui couve depuis la fin des années 90 : la mise en place d'un nouveau type d'état, d'un nouveau rapport de l'état aux gens, aux habitants du pays. Et aussi d'un nouveau rapport de l'Etat à lui-même.

Ce nouveau type d'état, nous l'avons appelé "***état sans limites***", "***état sans peuple***", "***état séparé***".

Ce type d'état est celui qui succède à ce qu'on pouvait appeler "***l'état du peuple entier***" ou de façon plus réactionnaire "***état providence***".

Que faut-il entendre par "***état sans limites***", "***état sans peuple***", "***état séparé***" ?

***C'est un état sans principes*** dans lequel les gens ne comptent absolument pas.

***La loi n'y dit plus le droit***, mais le non-droit, l'exclusion : elle fixe des statuts

spéciaux pour des catégories de gens exclus du droit général : les étrangers à travers le CESEDA et ses modifications successives, les malades mentaux à travers la loi de Réintégration de Sécurité, les "insoumis" "marginiaux", "nomades"... à travers la loi LLOPSI, les jeunes à travers les lois Perben, etc ...

Quand une loi prétend rappeler un principe de droit (comme la loi sur le logement), elle n'est pas appliquée.

**Dans l'état sans limites, il n'y a plus de droit, il n'y a que des privilèges, fonction de la naissance et du statut.**

*Il n'y a aucune prise en compte de l'intérêt général, et de la vie de chacun.*

C'est la rentabilité qui prime, la destruction des services publics (santé, éducation, Pôle Emploi..) en est un exemple incontestable. L'état se désengage de l'intérêt général, et c'est à chacun, en fonction de ses moyens, de prendre financièrement en charge les soins, l'instruction des enfants, etc ...

Les décisions les plus graves sont prises sans aucune concertation populaire (par exemple l'engagement français en Afghanistan ou en Libye).

*Les principes y sont remplacés par les "valeurs" ("les valeurs de la République", la "valeur travail", "la valeur autorité" etc ...), notion floue, mouvante, jamais définie mais qui permet à l'état de définir qui doit compter (qui "vaut") et qui ne doit pas compter. Ainsi, celui qui ne trouve pas de travail n'a pas de "valeur" pour l'état. Les gens n'existent pas, ne comptent pas : pas plus lorsqu'ils*

manifestent par centaines de milliers comme lors de la réforme de la retraite que lorsque les individus se présentent aux guichets des administrations (Service des étrangers des préfectures, Pôle Emploi, etc ..). La seule humanité encore un peu présente dans ces services vient des employés, à qui elle est violemment reprochée par leur hiérarchie.

*Les gens n'existent pas davantage dans la représentation électorale.*

L'état les utilise seulement pour faire avaliser sa politique, et pouvoir ensuite dire : "Je fais ce pour quoi j'ai été élu".  
**Dans ce sens, nous parlons d'un état sans peuple.**

Sans principes, l'état sans limite se caractérise encore par une violence verbale sans précédent contre les gens: C'est les discours de Dakar et de Grenoble, et les diatribes contre les Roms, C'est les "blagues" racistes du Ministre Hortefeux, C'est les déclarations de Guéant, autre Ministre de l'intérieur, contre les enfants étrangers accusés de faire baisser le niveau scolaire, ou sur la prétendue hiérarchie des civilisations, Et c'est encore la récente proposition de Sarkozy de référendum contre les chômeurs et les sans-papiers. Sans parler des insultes proférées à l'encontre de quiconque marque un semblant de désaccord.

Il s'agit de banaliser la violence étatique, de l'ériger en norme et d'appeler les gens du pays à s'y associer, tout en

prouvant "de facto", qu'il y a d'un côté les gens "ordinaires", qui doivent se taire et obéir, et de l'autre les "dirigeants", au-dessus des lois (Hortefeux, condamné pour injure raciste, est resté ministre).

**Sans peuple, sans limite, sans principes**, ce nouveau type d'état se caractérise encore par son utilisation de la police comme outil exclusivement à son service, et non à celui de la population.

C'est ainsi qu'il faut comprendre la déclaration de Sarkozy

dans le discours de Grenoble : "*la police a le sens de l'état*".

C'est ainsi qu'il faut comprendre les multiples déclarations des différents ministres de l'intérieur, Hortefeux puis Guéant, en soutien à des policiers inculpés ou même condamnés. Hortefeux soutenant la manifestation des policiers en armes et en uniformes devant le palais de justice de

Bobigny (2010) pour contester des condamnations de policiers pour faits graves !

Et c'est encore ainsi qu'il faut comprendre la mise en avant dans la campagne de "*la valeur autorité*", **c'est à dire le pouvoir donné à la police sur la vie des gens.**

Dans ce type d'état, la police est essentiellement en charge de la surveillance de la population et de sa mise au pas. L'exemple le plus significatif est la constitution de la PAF (Police Aux Frontières) en police

spéciale, disposant de pouvoirs exorbitants pour surveiller, encadrer et exclure une partie de la population, les étrangers, modèle que l'état tend à généraliser et à étendre à la surveillance de l'ensemble de la population.

Enfin, la mise en place de ce nouveau type d'état n'est pas propre à la France : on en retrouve des caractéristiques aussi bien en Europe (Italie, Angleterre) qu'aux USA, où sa mise en place est quasiment achevée. On peut également en voir une manifestation dans le fait

que les guerres ne sont plus déclarées, même quand elles ciblent les états comme en Libye.

L'état n'est plus considéré comme l'émanation du peuple, mais comme une structure de gestion locale, dont le remplacement n'est plus décidé par les gens du pays eux-mêmes, mais par une coalition plus ou moins

internationale. Remplacement qui peut se faire violemment comme en Libye, ou seulement autoritairement comme en Grèce ou en Italie récemment.

Au delà du personnage Sarkozy (ses tics, sa morgue, sa vulgarité, son mépris des gens en général et des pauvres en particulier ...), il n'y a donc pas de "*sarkozysme*" en tant que doctrine mais **il y a mise en place d'un nouveau type d'état** que les candidats et leurs partis se proposent de gérer et consolider. Il n'y a en effet aucune proposition, interne au champ étatique, de rupture avec ce nouveau type d'état.

**2) Les élections de 2012 sont en fait les premières élections de ce nouveau type d'état** qui s'est mis en place peu à peu à partir de la fin des années 90. C'est ce que signifie Sarkozy lorsqu'il déclare : "*Ces élections sont les premières du 21<sup>ème</sup> siècle*".

Il est certain qu'en 2007 Sarkozy et son parti ont été jugés les mieux placés pour faire ce travail de rupture brutale que Chirac et Jospin avaient commencé à peine "plus délicatement" ; mais cette démarche, presque achevée en 2012, est soutenue et voulue par les partis dans leur ensemble. Pour preuve, aucun candidat ne se déclare sur cette question qui est quand même centrale pour qui veut gérer l'état pendant 5 ans !

Rompre avec l'état sans limite, l'état séparé, se donnerait de façon visible dans la remise en cause de points constitutifs de sa mise en place :

- L'abrogation des lois d'exception et l'instauration de lois de droit, qui prennent en compte tous les habitants du pays
- La refonte des missions de la police, utilisée dans l'état séparé comme police politique en appui à cette nouvelle conception de l'état et de son mépris des gens, et non comme "gardiens de la paix»
- L'affirmation de principes de droit et de respect, en rupture avec des discours comme ceux de Dakar et de Grenoble et les prises de position des ministres de l'Intérieur (Hortefeux, Guéant) qui ouvrent un nouveau champ idéologique où l'exception devient la norme et "le bon sens".

On est loin de cette rupture ! Il suffit d'entendre Hollande proposer des "camps de Roms" étatiques, sans jamais remettre en question une seule des lois d'exception adoptées ces 5 dernières années (sauf peut-être, a-t-il dit dernièrement, la loi de rétention de sûreté).

**L'état séparé, sans limites, est un fait, une réalité acceptée et entérinée par les partis et les syndicats.** Il faut donc juger ce qui est dit et proposé à l'aune, à la lumière de ce point : quel que soit le parti ou le candidat, aucun ne revient sur cette réalité, aucun ne propose une rupture d'avec ce nouveau type d'état.

### **3) Alors, tous pareils ?**

Certes, au-delà des différences de personnalité, il existe des différences dans la façon d'envisager la distance entre l'état et les gens du pays, dans l'appréciation de la dose d'intervention de l'état dans les affaires économiques publiques.

Par exemple, l'ancien président US, Bill Clinton, revient sur le non-étatisme généralisé qui se développe aux USA, pour en fixer des limites et demander le maintien de l'intervention étatique dans certains domaines structurels (transport, communication, équipements divers ...) nécessaires au développement de l'économie capitaliste. En France, Hollande semble être sur les mêmes positions.

Les débats portent sur le détail (combien de fonctionnaires en moins, combien d'expulsions, quel degré de pression sur les chômeurs, les malades, etc ...) mais non sur le fond : **il y a accord profond sur la conviction que la politique est l'affaire de l'état seul, que les gens**

**n'ont plus de place pour les choix à faire, ne comptent pas.**

#### **4) crise, souveraineté et émeutes :**

**Crise :** Qu'il y ait une crise du capitalisme, certes, mais la crise est surtout maniée comme concept pour faire peur aux gens, leur faire accepter des mesures très dures et les amener à se soumettre aux puissants. Il s'agit de modifier leur raisonnement, de les faire passer du "droit" au "sacrifice". La crise est un outil idéologique pour dessaisir les gens de leur vie, les persuader qu'ils n'y peuvent rien, qu'ils ne sont pas en capacité de penser la situation, que c'est là le rôle des experts, à qui ils doivent se fier aveuglément et dont il faudrait accepter les décisions, si dures et injustes soient-elles.

**Perte de souveraineté des états,** ou de certains états (Grèce) : on a assisté récemment à la destitution et au remplacement de gouvernements en Grèce et en Italie, non par décision populaire, mais par décisions du FMI, de l'UE et de la BCE, entérinées par certains dirigeants politiques étrangers (Merkel, Sarkozy).

Comment mieux faire comprendre aux gens que la politique n'est pas leur affaire, qu'ils n'y jouent aucun rôle, et que les décisions ne se prennent plus au niveau local ? Ceux qui décident sont les experts, ceux "*qui savent*". Les gens ne sont pour eux que des variables d'ajustement, des pions, incapables de penser et dont la vie est sans valeur.

L'exemple le plus récent en est la proposition de référendums contre les étrangers et contre les chômeurs : on sait depuis les référendums sur l'Europe

le cas que font les états de l'avis de leur peuple, qu'il s'agisse de la France ou de l'Irlande. Il ne s'agit donc pas de consulter le peuple, mais bien plutôt d'organiser l'adhésion d'une partie des habitants à la mise à l'écart et à la persécution d'une autre partie : étrangers, chômeurs, désignés comme "fraudeurs".

**Le "fraudeur"** (grec, français, ou autre) devient une nouvelle figure à combattre et à abattre. Etranger, avec ou sans papiers, chômeur, malade, sans domicile... : tous fraudeurs, par définition. Tous sont présentés comme responsables de leur situation, en raison de leur "*inadaptabilité*" ou de leur mauvaise foi.

Les indemnités auxquelles ils ont droit, pour lesquelles ils cotisent, sont présentées comme injustifiées, un encouragement à se prélasser dans son malheur. C'est "*les dérives de l'assistanat*". Aucune prise en compte de la réalité de la vie des gens, de la misère, de la difficulté à trouver un emploi stable et à le conserver : c'est la suspicion systématique, l'idée que l'autre est une charge, qu'il "*nous prend*" une partie de ce à quoi on a droit.

**Il est à noter que le fraudeur est toujours pauvre.** Les puissants, eux, quand ils volent et escroquent, ont toujours de bonnes raisons qui leur valent l'indulgence de la justice pour les très rares fois où ils y sont convoqués (voir les procès Chirac et autres).

La thématique du "*fraudeur*" est à mettre en parallèle avec la thématique du "*mérite*", qui aboutit à la notion de gens "*en trop*" parce que "*inutiles*". Et c'est l'état qui décide qui est "*utile*" ou ne l'est pas (ou plus), qui compte, et qui est "*en trop*".

Beaucoup de gens se laissent prendre à cette rhétorique facile, qui désigne le voisin, le proche, comme l'ennemi. L'éventail est si large que chacun peut trouver une cible qui lui permettra d'afficher sa propre vertu : "bon" ouvrier, "bon" français, "bon" étranger, "bon" père de famille, etc ... jusqu'au jour où il sera la cible de quelqu'un d'autre. Ces idées-là véhiculent l'impuissance à exister réellement, puisque c'est l'état qui dit à chacun sa valeur. Elles empêchent tout rapport collectif en dehors du rapport communautaire, et sont source de conflit et de violence entre les gens.

**L'émeute**, qui peut apparaître comme une réponse collective à la violence étatique, ne fait pas peur à l'état et aux puissants : en France comme ailleurs, ils se préparent de longue date à ce type de réaction, par la mise en place de lois spécifiques, la réorganisation de la police, son armement, l'utilisation de techniques nouvelles inspirées de méthodes militaires (hélicos, drones) et par la propagande.

Après l'explosion, tout rentre "dans l'ordre" et la répression est féroce, comme on l'a vu en Angleterre l'an dernier, ou en France lors des comparutions immédiates des manifestants anti-retraite en 2010.

**L'état sans limites, l'état séparé, est un état de guerre, qui s'assume en tant que tel, à l'intérieur comme à l'extérieur.**

**5) Alors, n'y a-t-il rien à faire ? quels possibles du côté des gens, du côté de principes pour tous ?**

Nous l'avons vu, il n'y a rien à faire ou à attendre dans le champ étatique, celui de la politique : l'état de droit, "état du peuple entier", mis en place dans la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle est obsolète, périmé. Il ne reviendra pas, quoi qu'on fasse. Pour autant, n'y a-t-il rien à faire ? N'y a-t-il aucun espace possible pour que les gens puissent interagir avec les décisions étatiques, pour faire vivre et mettre en oeuvre, concrètement, des principes pour tous ?

**Si bien sûr, des choses sont possibles**, se font, commencent à exister du point des gens, du point d'un intérêt général. Le

chemin est ouvert, même s'il reste à construire. Nous en décrivons des exemples dans les numéros de "Ici, Ensemble" et dans des textes consultable sur le site et nous en avons dégagé quelques préalables :

*La présentation, pour exister là où l'état nous absente :*

Il faut prendre acte qu'il n'y a plus de représentation possible des gens dans le champ étatique, et après tout, cela n'est pas une mauvaise chose, ça laisse le champ libre pour dire et présenter nous mêmes ce que nous voulons.

C'est ce que nous appelons "**la présentation**", à la différence de la représentation parlementaire, syndicale ou partisane. La présentation est une

décision personnelle, propre à chacun, qui engage pour soi. On n'attend pas après les autres, on réfléchit à ce que soi-même on veut et on peut, pour tous.

*Le "Pour tous" comme base de tout principe :*

un principe prend en compte l'intérêt général, le formule dans des situations particulières, guide la réflexion et les interventions. Les batailles se mènent sur des points précis comme nous y avons participé ces derniers mois (par exemple le maintien d'un poste RASED, la régularisation d'une collègue de travail...) à partir de principes pour tous qui prennent chacun en compte : *"il faut défendre les enfants" "le travail doit ouvrir à des droits"*.

A l'inverse, l'absence de principe "pour tous" fait des ravages et lamine les gens pour longtemps. C'est le bilan que tire un ouvrier de Freescale : *"On s'est juste battus pour la prime, et maintenant, on est seuls, oubliés de tous."*

**"Pour tous"**, c'est la base à partir d'où penser les situations et y intervenir, la base sur laquelle construire des affirmations solides, qui partent des gens eux-mêmes, du réel de leur vie, à opposer aux tenants des discours étatiques .

*Le "Entre nous" comme lieux de débat, de prises de position, de propositions, d'interventions ....*

Entre "nous", celles et ceux qui décident de prendre en main telle ou telle question, et non entre l'état et nous. C'est entre nous que nous définissons les principes ; les discussions avec l'état et ses représentants portent seulement sur la mise en oeuvre de ces principes. Principes qui permettent de penser la situation pour agir, ils ne sont pas des idées déconnectées de la pratique, mais des outils pour la pensée-action.

Le fait de les élaborer entre nous permet à chacun de les faire siens, de les dire avec ses mots, ses arguments, et donne la force individuelle et collective de les affirmer publiquement.

Ces points, nous les avons pratiqués, expérimentés. Ils constituent des jalons, pour construire une façon nouvelle d'exister collectivement dans la configuration d'un état sans peuple. Ils reposent exclusivement sur la capacité de chacun à en être, à le mettre en partage, à le diffuser comme un possible actuel et sur la conviction que la vie des gens est l'affaire des gens eux-mêmes, qu'ils sont en capacité de la penser collectivement.

Ce travail ne repose pas sur une organisation à laquelle se rallier, adhérer, où militer.

Il permet d'envisager un autre possible, de "garder la tête haute", de combattre le mépris par la conscience de sa propre capacité, de la capacité des autres à penser et faire, à exister.

Les formes sont mouvantes, des lieux existent pour mener les batailles précises , pour intervenir dans le long terme, de façon à permettre à qui le veut d'y prendre sa place.

A ces conditions, il est possible d'exister, individuellement et collectivement, de ne pas se soumettre à l'injonction du "PAS DE SALUT EN DEHORS DE L'ETAT" et d'apparaître, malgré l'absentement organisé par l'état.

A ces conditions il est possible à des gens, ceux qui le décident, de se présenter pour intervenir dans les situations réelles, qui ont à voir avec la vie (chacun compte), et ce quelque soit celui qui emportera le poste de Président.

*Texte collectif*



***Nous organisons une première rencontre à partir des points ouverts par ce texte :***

**Le Mardi 13 Mars,  
à 18h30,**

**Salle de la Commanderie, 6 Rue du Colonel Pelissier (métro Capitole)**



**POUR NOUS RENCONTRER :**

⇨ NOUS TENONS DES PERMANENCES JURIDIQUES  
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H

⇨ NOUS SOMMES PRÉSENTS LES DIMANCHES  
AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H

⇨ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI  
ET LE VENDREDI 18H, A REYNERIE

⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU  
NOUS ÉCRIRE À : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)

⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou  
<http://www.ouvriersgensdici.net>